

Je me demande en ce moment, tout comme je me le demandais il y a une génération, comment ces gens font pour conserver une telle générosité, une telle dignité, une telle perspicacité, alors qu'ils sont soumis depuis si longtemps à un assaut aussi sinistre.

Je ne connais pas la réponse à cette question. Cette attitude s'explique peut-être en grande partie par la foi, elle est de toute évidence la manifestation de grandes qualités de résistance et de droiture de l'esprit humain. Mais je suis sûr d'une chose : cette retenue presque surnaturelle ne durera pas éternellement.

À un moment où le tissu de la société se déchire, où le gouvernement de l'Afrique du Sud lance un défi à la raison, la voix de ceux qui recommandent la modération va se perdre dans le fracas de la violence.

C'est pourquoi nous sommes engagés dans une véritable course contre la montre. Et c'est pourquoi, selon le Canada, les six prochains mois sont cruciaux.

Nous devons trouver les moyens de prolonger l'élan actuel. Nous avons le sentiment — qui est tout à fait réel — que nous nous trouvons au bord du gouffre . . . qu'à tout moment, l'Afrique du Sud risque de plonger dans le maelstrom de l'affrontement et de l'horreur. Nous devons conserver la foi des dirigeants noirs, qui ne désespèrent jamais; la foi de ceux qui subissent les assauts de la police dans les municipalités noires, de ceux qui croupissent dans les centres de détention, de ceux qui sont traduits devant les tribunaux, de ceux qui sont perdus à l'aube, de ceux dont la vie a déjà été sacrifiée dans le combat acharné pour la liberté.

Garder la foi, cela veut dire continuer sans relâche d'exercer des pressions. À cet égard, le monde a fait de grands pas au cours des derniers mois. Le Canada est un pays vigoureusement représentatif de ce crescendo de la prise de conscience et de l'action auquel se joignent de plus en plus de nations.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de revenir ici sur chacune des mesures que le Canada a prises récemment — nous avons distribué toutes les déclarations politiques pertinentes sous forme de documents officiels de l'Assemblée générale. Qu'il suffise de dire que, entre les mois de juillet et de septembre de cette année, le Canada a annoncé un ensemble de sanctions sélectives portant sur toute la gamme des activités économiques, et allant d'une interdiction effective frappant la vente des *krugerrands* à une interdiction des prêts bancaires, en passant par un embargo sur le transport aérien, un embargo volontaire sur la vente de pétrole et la cessation de la transformation à façon de l'uranium namibien. De concert avec tant d'autres nations, nous avons renforcé notre boycottage des échanges sportifs, et nous attachons une telle importance à l'expression d'une opinion publique sensibilisée que le gouvernement du Canada a ouvert un registre où peut être consignée toute mesure volontaire mise en œuvre par des provinces canadiennes, des municipalités, des organisations, et même par de simples citoyens, en guise de témoignage de notre opposition implacable à l'*apartheid*. Au fur et à mesure que ce registre s'étoffera, nous en transmettrons le contenu au Secrétaire général.

Ce ne sont là toutefois, que les ingrédients qui nourrissent une prise de position politique. Sur le plan conceptuel, nous sommes allés beaucoup plus loin.